

Synthèse régionale

Une année faste pour l'économie francilienne

Michèle Debosque, Insee Île-de-France, Services études et diffusion

Des records dans la hausse de l'emploi et la baisse du taux de chômage

Avec 80 000 créations nettes en 2017, l'emploi salarié marchand accélère par rapport à 2016. Il augmente de 1,9 % en Île-de-France - une hausse inédite depuis 2008 - contre 1,6 % en France hors Mayotte (*figure 1*). Le secteur tertiaire marchand reste le moteur de cet essor. Celui-ci est désormais soutenu par le secteur de la construction qui renoue avec de fortes créations d'emplois (+ 12 000) en lien avec le dynamisme de la construction de logements. L'intérim progresse plus vite que les autres secteurs tertiaires (+ 8,4 %) malgré un ralentissement observé depuis le deuxième trimestre 2017.

En parallèle, le taux de chômage francilien s'améliore de 1,0 point en un an (*figure 2*), contre - 1,1 en France métropolitaine. Même si on est encore loin des niveaux planchers atteints avant la crise, le taux de chômage s'est réduit à 7,7 % de la population active au quatrième trimestre 2017. Cependant, après un léger recul en 2016, le nombre de demandeurs d'emploi (997 000) progresse à nouveau en Île-de-France en 2017 : + 0,7 % pour la catégorie A (sans aucune activité) et + 2,6 % pour les catégories A, B, C (immédiatement disponibles). L'année 2017 a été marquée par la fin de certains dispositifs de soutien à l'emploi (emplois aidés) et à la formation.

Le nombre de foyers allocataires percevant le RSA socle se stabilise. En 2017, cette prestation est versée à 320 700 foyers couvrant 611 500 personnes, soit 5,1 % de la population francilienne.

Créations d'entreprises en hausse et défaillances en baisse

Dans la même dynamique, les créations d'entreprises atteignent leur plus haut niveau depuis 2010, avec 178 500 entreprises créées en Île-de-France : + 10,1 % en un an contre + 6,8 % en France métropolitaine. Cette dynamique s'observe dans tous les secteurs et principalement celui des services aux entreprises. En 2017, la moitié des créations d'entreprises franciliennes (87 000) relèvent du statut de micro-entrepreneur. Le

nombre de nouveaux micro-entrepreneurs atteint son plus haut niveau depuis la création de ce statut en 2009.

Parallèlement, le nombre de défaillances d'entreprises baisse de 6,7 % en Île-de-France, au même rythme qu'au niveau national (- 6,0 %). En 2017, le nombre de défaillances est le plus faible enregistré depuis décembre 2013.

Excellente année pour la construction et la commercialisation de logements neufs

Avec un volume de 99 400 logements autorisés en 2017, la production francilienne de logements confirme sa reprise. Par rapport à 2016, elle augmente de 12,6 % en Île-de-France contre 8,0 % en France métropolitaine. En 2017, le volume annuel d'ouvertures de chantiers s'élève à 82 100 logements, dépassant ainsi la barre des 70 000, en hausse de 23,5 % par rapport à 2016.

En 2017, les surfaces autorisées de locaux d'activité progressent de 21,3 %, alors qu'elles baissent en France métropolitaine (- 1,3 %). Après le creux de 2014, la construction francilienne de locaux non résidentiels se redresse.

En 2017, les réservations de logements neufs en Île-de-France atteignent un niveau record avec 35 400 unités, soit une hausse de 5,4 % par rapport à 2016, contre + 2,1 % en France métropolitaine. Ces réservations représentent plus du quart des transactions enregistrées en France métropolitaine.

La fréquentation touristique francilienne retrouve son niveau d'avant les attentats

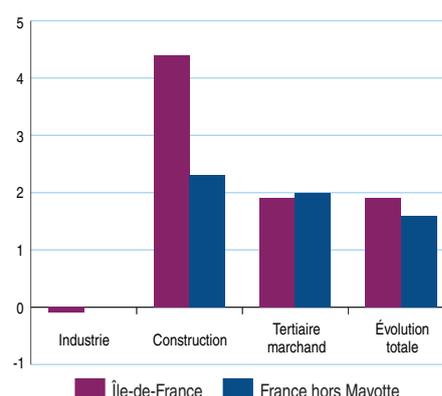
En 2017, le tourisme se redresse, après une année 2016 marquée par les effets des attentats terroristes, les intempéries et les mouvements sociaux. Avec 68 millions de nuitées, la fréquentation hôtelière francilienne augmente nettement par rapport à 2016 (+ 9,5 %) et dépasse son niveau d'avant les attentats (+ 4,3 % et + 2,5 % par rapport à 2015). Après une forte désaffection de la clientèle étrangère, l'embellie est surtout due au re-

tour de celle-ci et, dans une moindre mesure, de la clientèle française.

La fréquentation des principaux sites touristiques franciliens est orientée à la hausse par rapport à 2016. Le retour des touristes mais aussi celui des groupes scolaires expliquent en grande partie ces bons résultats. ■

1 Emploi salarié des secteurs principalement marchands

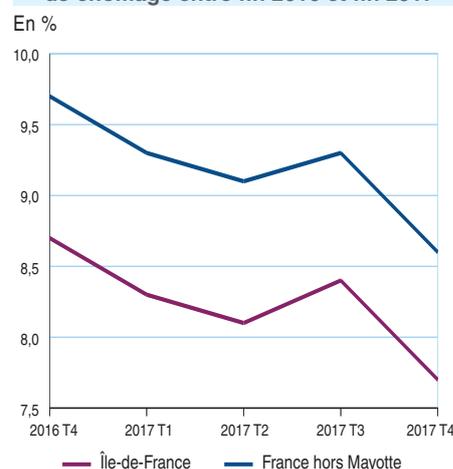
Évolution annuelle fin 4^e trimestre 2017 (en %)



Données CVS provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution trimestrielle du taux de chômage entre fin 2016 et fin 2017



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Contexte national

L'économie française progresse vivement en 2017

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle

La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016), essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %), portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %). Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %). L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

L'économie française accélère franchement en 2017

En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (figure 3).

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %). Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure.

En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes, dont - 4,6 % en 2015).

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des livraisons de matériels

militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

L'accélération de l'emploi a conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

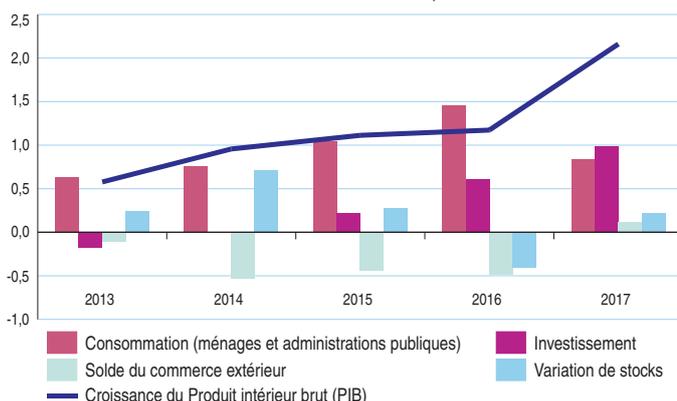
L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %) (figure 4). ■

3 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution

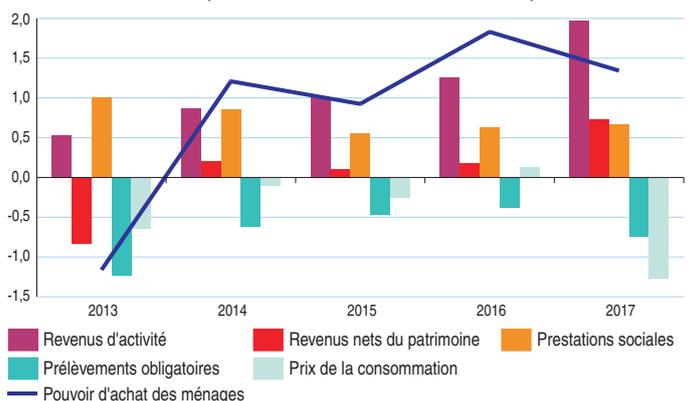
Variations annuelles du PIB en %, contributions en points



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

4 Évolution du pouvoir d'achat des ménages et de ses composantes

Variations annuelles du pouvoir d'achat en %, contributions en points



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.